

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

O, 50 F

Samedi 16 avril 1977

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAIT MERCREDI ET SAMEDI - PRIX:

EDITORIAL

GUADELOUPE CEUX DU COMMERCE NOUS MONTRENT LA VOIE

Cela fait maintenant dix jours que les employés des magasins Prisunic de Pointe à Pitre, Unimag et Escala sont en grève. Leurs revendications sont d'ordre essentiellement salarial : 500 F. d'augmentation pour tous, 100 F. de prime de transport, le 13^e mois et 650 F. de prime de vacances. Des négociations avec le groupement patronal mardi dernier, il n'est absolument rien sorti, les patrons déclarant même qu'ils n'accorderaient pas satisfaction à des travailleurs en grève. Non contents d'être avarés et rapaces, les patrons se montrent aussi arrogants et méprisants à l'égard des travailleurs qui ne réclament pas plus qu'un salaire décent afin de mieux faire face à la hausse démentielle du coût de la vie dont les premiers responsables sont les patrons eux-mêmes. Mais en dépit de cette attitude patronale les employés en grève sont plus que jamais décidés à se battre jusqu'à satisfaction totale de leurs revendications. C'est ainsi que chaque matin ils se réunissent en assemblée générale, discutent de leur action et décident de la conduite à tenir. Leur détermination à gagner est si grande que jeudi matin ils n'hésitaient pas à garder en otage pendant plusieurs heures Christian Rimbaud directeur général des établissements Reynoard. La combativité des employés du commerce est donc au plus haut niveau. La voie qu'ils ont choisie, celle de la grève jusqu'à satisfaction, est la seule voie susceptible de les conduire à la victoire. En ce sens, les travailleurs du commerce montrent la voie aux travailleurs de tous les autres secteurs. Les revendications pour lesquelles ils se battent sont aussi celles de tous les travailleurs. L'augmentation continuelle du prix des marchandises de première nécessité a porté un coup sérieux au pouvoir d'achat de toutes les catégories de salariés, il est donc vital pour eux de réclamer des augmentations de salaire au moins égales à la hausse du coût de la vie. C'est précisément ce combat que ceux du commerce ont entamé. Auparavant les ouvriers agricoles et industriels s'étaient également battus sans succès. Ceux du bâtiment sont également en grève au moment où nous écrivons, toujours pour les mêmes raisons. Le mécontentement et la volonté de lutter sont grands au sein de la classe ouvrière de la Guadeloupe. Au

Suite page 2

MARTINIQUE

COLAS: non aux licenciements!

L'entreprise Colas qui menaçait depuis longtemps de licencier une partie de son personnel, vient de mettre sa menace à exécution : 83 ouvriers seront mis à la porte à partir du lundi 18. Ces licenciements signifient une chose, c'est que les patrons n'hésitent pas pour sauvegarder leurs profits à priver du jour au lendemain des pères de famille de leur gagne-pain. Peu leur importe en effet que dans ce pays de chômage, un licenciement signifie pour un travailleur la certitude ne pas retrouver d'emploi. Peu leur importe, car ce qui compte avant tout pour les patrons, c'est leur intérêt et leur profit.

Mais face à cette attaque des patrons de la Colas, les travailleurs ne sont pas sans défense. Ils ont le moyen de faire entendre leur voix et d'empêcher

qu'ils soient de nouveau les victimes de la course aux profits des capitalistes.

Et ce moyen c'est de se mobiliser et d'engager une lutte sans faiblesse pour empêcher les licenciements, pour obliger la Colas à les garder sur ses chantiers. Et pour se donner une garantie, les travailleurs doivent prendre en otage le matériel et les machines de l'entreprise. Car c'est grâce à leur travail que les patrons ont pu les acheter, il est donc normal qu'ils s'en emparent maintenant que les patrons veulent se débarrasser d'eux. Et si cela ne suffit pas, les travailleurs doivent prendre en mains l'entreprise elle-même et la faire marcher pour leur propre compte. Cela ils le peuvent car ils n'ont pas besoin des patrons pour travailler.

GUADELOUPE ECHOS DE LA GREVE DU COMMERCE

ILS SONT TOUS DES INNOCENTS

Cette grève du commerce nous aura décidément permis de tout voir, et on assiste en effet à tout un concert d'hypocrisie de la part de certains patrons.

C'est ainsi que les Auberry et Cie, la main sur le coeur, font aux travailleurs des déclarations de bonnes intentions du genre " qu'ils sont prêts à négocier", qu'"ils ne sont pas contre la grève", mais qu'"étant membre d'un syndicat patronal et comme celui-ci refuse toutes négociations tant que les travailleurs ne vont pas reprendre le travail, ils ne peuvent pas rompre la discipline syndicale. Autrement dit, ils sont eux-mêmes victimes des patrons. Pauvres patrons! Faudrait-il que les travailleurs pleurent sur leur sort ?

JEAN ET CHRISTIAN RIMBAUD SEQUESTRES

*Jeudi à 7h.30 du matin, les employés du commerce en grève commençaient la séquestration de Jean et Christian Rimbaud, au dépôt de prisunic à Jarry.
Le 1^{er} fut libéré à 18 h. alors que*

Christian ne le fut qu'à 19h. 30. En libérant celui-ci en dernier, les travailleurs du commerce tenaient à lui donner un avertissement. Car il fait montre d'un grand mépris vis-à-vis des revendications des employés de commerce. C'est aussi un avertissement à tous les autres patrons car ceux-ci exigent comme préalable à toutes négociations, que les grévistes reprennent le travail.

Voilà avec quel mépris les patrons traitent les travailleurs !

Mais ceux-ci ont bien prouvé qu'ils n'ont pas l'intention de subir passivement leur loi .

ACHETEZ LE MENSUEL COMBAT OUVRIER N° 73

Directeur de publication : M.E.ZOZOR
Commission Paritaire : N° 51728
Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR
B. P. 214 P.A.P.
B. P. 386 F.D.F.
Ronéo du Journal : Pointe-à-Pitre
3^{ème} N° 73
supplément au mensuel

EDITORIAL

(suite)

mouvement des employés du commerce il est donc possible d'adjoindre celui de toutes les autres catégories de travailleurs, et d'en arriver ainsi à une grève générale. Face à un patronat intrinsèque et arrogant qui n'hésite pas en certaines circonstances à faire appel à la police et reçoit le soutien total de l'administration, un mouvement général peut permettre à l'ensemble des travailleurs d'arracher des augmentations substantielles de salaire. L'exemple des ouvriers industriels de la canne a montré en quoi l'isolement était néfaste en cette période aux travailleurs même combatifs. C'est pourquoi il est plus que jamais temps que ceux du commerce ne restent pas trop longtemps isolés. Les autres travailleurs doivent profiter de leur mouvement pour eux aussi engager le combat pour de réelles augmentations de salaire.

DARBOUSSIER (Guadeloupe)

Comment la grève s'est déroulée

Lundi 4 avril à l'appel de la CGTG les travailleurs de Darbousseier se réunissent en assemblée générale. Après avoir entendu les responsables syndicaux ils votent la grève. Cependant l'usine continue à tourner avec une minorité et quelques travailleurs que Claverie a convaincus de prendre le travail.

Mardi les grévistes organisent des pickets aux entrées principales de l'usine. Le quart de 4 heures du matin ne rentre pas. Les chauffeurs eux aussi se joignent au mouvement de grève. A 10 heures 30 l'usine est arrêtée. C'est à ce moment que le directeur fait une dernière tentative à 20 heures en se faisant aider par les policiers. C'est encore l'échec pour lui, le quart de 20 heures comme un seul homme ne prend pas le travail. Claverie fait fermer les portes de l'usine. Le moral des grévistes est au plus haut.

Mercredi 6 avril, c'est l'intervention des CRS. Les ouvriers résistent mais ils n'ont pas le dernier mot. Forte de la présence des CRS la direction a réussi à faire pénétrer quelques travailleurs dans l'usine. L'usine recommence à tourner.

Cependant les travailleurs ne s'estiment pas battus. Au cours de ces trois jours, ils auront beaucoup appris.

MARTINIQUE

UN NOUVEAU POSTULANT: BALLY

Tout un chacun avait commenté en son temps le refus par Bally de se faire réélire maire au Carbet.

En effet, le propriétaire féodal du Carbet avait préféré laisser la charge de maire à un acolyte : Lecurieux-Lafferonnay.

Maintenant France-Antilles nous livre un portrait de cet homme "prêt avec toute son équipe pour les grandes manoeuvres".

En effet il faut bien se préparer au combat électoral qui se déroulera dans moins d'un an ! Car il est de plus en plus question de la création d'une nouvelle circonscription électorale taillée sur mesure pour Bally. Et dans cette perspective France-Antilles a commencé un travail de propagande.

GUADELOUPE

Elections municipales à Sainte-Anne

Les élections municipales vont se dérouler dimanche 17 avril, à Sainte-Anne. On se souvient qu'elles avaient été annulées après le 13 mars, où des procès-verbaux avaient été déchirés au moment de la proclamation des résultats qui étaient, semble-t-il, favorables à Ibéné, député communiste et maire sortant. L'administration coloniale décidait de mettre en place une délégation pour expédier les affaires courantes et préparer le prochain scrutin. Au moment de la mise en place de celle-ci, plusieurs centaines de personnes favorables à Ibéné avaient manifesté devant la mairie.

L'ambiance est assez tendue à Sainte-Anne, l'administration coloniale semblant décidée à "mettre le paquet" pour que le candidat RPR, Baptiste, soit élu. Le caractère politique de cette élection ressort clairement, quand on sait que le RPR a dépêché Fanton, membre de son bureau politique, tandis que le PCF a chargé deux de ses membres, M. Andrieu et C. Weber, de veiller à la régularité des opérations de vote.

C'est que pour la droite, Sainte-Anne constitue un enjeu non négligeable, dans

le contexte politique actuel. En effet, le contrôle de Sainte-Anne permettrait à la majorité d'envisager sans trop de problèmes la conquête du siège de député aux prochaines législatives. Et certains n'oublient pas qu'en 1967, ce sont les DOM-TOM qui avaient assuré à de Gaulle une majorité d'une voix à l'Assemblée. C'est dans le même esprit que l'on envisage de créer une 4ème circonscription, à électoral de droite, en Martinique.

Le PCG, qui a organisé notamment une manifestation devant FR 3, a certes mobilisé ses militants pour conserver le contrôle de la mairie de Sainte-Anne. Et à Combat Ouvrier nous sommes solidaires des travailleurs qui s'opposent au colonialisme, qui par la fraude veut les empêcher d'élire ceux qu'ils ont choisis.

Nous n'en pensons pas moins que ces élections ne sont pas le lieu d'une bataille décisive contre le colonialisme : les élections, la fraude, c'est son domaine. C'est sur leur terrain à eux, celui des grèves, des manifestations, que les travailleurs auront à mener la lutte contre le pouvoir, et cela, quels que soient les résultats de dimanche.

FRANCE

La crise dans la sidérurgie

La situation sociale va en s'aggravant en France, malgré les jérémiades des Giscard, Barre et Cie. Eux-mêmes ont été obligés de reconnaître que le chômage atteignait un niveau "critique". Parmi les secteurs économiques, la sidérurgie est lourdement touchée, et l'on parle de 14.000 licenciements dans la période qui vient. C'est en Lorraine et dans le Nord de la France que les aciéries sont le plus concentrées, et bien souvent sont la base de toute l'activité économique d'une ville ou d'une région. Le licenciement de travailleurs dans ce secteur entraîne d'autres dans des secteurs secondaires. Les 14.000 licenciements envisagés dans la sidérurgie vont frapper lourdement certaines villes. C'est pourquoi 15.000 personnes ont manifesté jeudi 14 avril dans les rues de Thionville, en Lorraine.

Elles exigent que les magnats de l'acier, les de Wendel, USINOR, SACILOR, mettent fin à cette politique de licenciements. Curieusement, les hommes politiques de tous bords s'affirment solidaires de la population de la région de Thionville : non seulement ceux de l'Union de la Gauche, mais aussi du R.P.R. qui profite de ses petits démêlés avec Giscard pour se poser en défenseur des travailleurs de la sidérurgie.

Ces gens-là ne manquent pas de cynisme, alors que depuis 15 ans 36.000 emplois ont été supprimés dans ce secteur, l'UDR étant au pouvoir, et que sur les 14.000 licenciements, 12.000 étaient prévus par le VIème Plan établi en 1975. En fait, tout cela est programmé par l'Etat qui a accordé 3 milliards de subventions aux monopoles de l'acier, dont 1 milliard pour financer ces licenciements.

Cet exemple montre le véritable rôle de l'Etat bourgeois : lui qui prétend résoudre la crise dans l'intérêt de tous, se sert des impôts pris dans la poche

des travailleurs pour aider les capitalistes... à licencier! Ce n'est pas sur le gouvernement, mais sur leur propre lutte, que les travailleurs de l'acier devront compter pour ne pas faire les frais de la crise.

AFRIQUE

Giscard: une "sollicitude" intéressée

Décidément, le gouvernement français par l'intermédiaire de son président manifeste ces jours-ci une très grande sollicitude à l'égard de l'Afrique. Après la décision récente de mettre des avions "Transall" à la disposition du gouvernement marocain pour l'acheminement de ses troupes au Zaïre, voilà que le président du Rwanda est reçu en grande pompe en France et que Giscard lui-même s'appête à s'envoler pour l'Afrique. En outre la radio et la grande presse ont annoncé à grand fracas l'entrée à Polytechnique d'une étudiante sénégalaise ainsi que l'adoption par une famille française d'un jeune enfant de la même origine.

En fait, toutes ces prises de position, toutes les déclarations de Giscard sur la nécessité d'aider l'Afrique, toute cette attention portée à ce continent n'ont qu'un seul motif : pouvoir exploiter à très bon compte toutes les richesses que possède le sous-sol de certains pays d'Afrique. En particulier le sous-sol zaïrois est très riche en minerais (cuivre, cobalt, et diamant industriel) indispensables à l'industrie des pays occidentaux. Ce n'est donc pas sans intérêt que Giscard pense tant au continent africain.